



T@mT@m / CFTC.FAE n° 475 du 9 juillet 2018

Vers un été meurtrier ?

Les dossiers se suivent et se ressemblent...

- **Action publique 2022 : reculer pour mieux tout faire péter ?**

Déjà le gouvernement a retardé de mois en mois la publication du rapport CAP 2022 visant à restructurer l'administration et le service public en vue de faire des économies à n'importe quel prix (-120 000 emplois dans l'administration).

Puis il l'a annoncé fin juillet, pour finir par avouer qu'il le garderait secret et que les annonces sortiraient « au fil de l'eau », ministère par ministère.

1^{ère} victime déclarée : LES FINANCES

Près de 20 000 suppressions de postes seraient programmées dans les 5 années à venir. Au nom de la numérisation, du prélèvement à la source, de la fin de la taxe d'habitation, 20 000 emplois détruits.

Tous les ministères suivront et les usagers seront des victimes aussi, par exemple mutualisation inter commissariat des gardes de nuit (moins de sécurité de proximité).

Les chantiers mobilité, dialogue social et contractualisation ne sont que des outils dans ce sens.

- **Mobilité et formation**

Il s'agit de faciliter les restructurations, c'est une vieille technique depuis le plan formation et mobilité du ministère de la défense, qui lui se justifiait par l'impérative nécessité de moderniser nos armées.

- **Dialogue social**

Il s'agit là aussi de rationaliser les instances telles les CAP, CHSCT, CTP mais aussi d'affaiblir la CFTC et les organisations syndicales qui défendent becs et ongles les agents publics.

- **Contractualisation**

Si le statut des fonctionnaires survivra à ce chantier, son application en sera affaiblie par la possibilité élargie de recourir aux contrats.

SYNDICAT CHRÉTIEN NATIONAL C.F.T.C. CENTRALE FINANCES

Pile 5 - Étage 1 - Télédéc 000 - 139, rue de Bercy - 75572 PARIS CEDEX 12

☎ 01.53.18.72.88 / 01.53.18.72.97- Courriel : syndicat-cftc-centrale@syndicats.finances.gouv.fr

D'affaiblissement en affaiblissement ce statut, qui fournit à la République des agents attachés à leurs ministères, stables et indépendants des pouvoirs politiques, devra toujours être féroce ment défendu.

Pour défendre les acquis sociaux, d'aucuns se réfèrent au Conseil National de la Résistance ; la CFTC en faisait partie.

La CFTC Fonction publique ne transigera pas sur nos droits sociaux, elle était présente dans toutes les manifestations défendant le service public.

Enfermé dans une logique libérale et dans ses certitudes sociales ce gouvernement est exemplaire par son refus du dialogue social.

Il ne mesure pas les risques qu'il prend ce faisant...

